

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

IBM FRANCE FINANCEMENT

Société par actions simplifiée au capital de 133 205 085 €
Siège social : 17, avenue de l'Europe - 92275 Bois-Colombes Cedex
316 037 753 RCS Nanterre

Comptes annuels au 31 décembre 2024 approuvés par Décisions de l'Associé Unique du 22 avril 2025

I. — Bilan au 31 décembre 2024

(En milliers d'euros.)

Actif	Références	31/12/2024	31/12/2023
Opérations de trésorerie et interbancaires		166 074	168 844
Caisse, banques centrales, CCP		0	0
Comptes ordinaires débiteurs		121 393	87 428
Créances sur les établissements de crédit	(4.10)	44 681	81 416
Opérations avec la clientèle		424 656	399 841
Créances commerciales	(4.10)	329 404	318 972
Opérations de crédits de trésorerie	(4.10)	14 013	21 578
Opérations de crédits à l'équipement	(4.10)	8 076	5 211
Créances sur l'affacturage	(4.10)	73 157	44 138
Comptes ordinaires débiteurs	(4.10)	0	9 942
Créances douteuses brutes	(4.4)	71	731
- dépréciations	(4.5)	-65	-731
Créances rattachées		0	0
Créances clients		0	0
Opérations sur titres et opérations diverses		544	12 710
Autres actifs	(4.2)	20	12 287
Comptes de régularisation	(4.3)	524	423
Valeurs immobilisées		47 399	68 727
Parts dans les entreprises liées et titres de participation		0	0
Immobilisations corporelles	(4.1)	0	0
Crédit-bail et opérations assimilées	(4.1)	1 195	1 978
Location simple	(4.1)	44 271	65 256
Créances douteuses brutes sur valeurs immobilisées	(4.4)	12	12
- dépréciations sur valeurs immobilisées	(4.5)	-10	-10
Créances rattachées sur valeurs immobilisées	(4.10)	1 931	1 491
Total de l'actif		638 673	650 122

Passif	Références	31/12/2024	31/12/2023
Opérations de trésorerie et interbancaires	(4.11)	3 307	5 199
Opérations avec la clientèle		231 226	232 493
Comptes ordinaires créditeurs	(4.6) & (4.10)	180 744	187 921
Comptes d'affacturage		22 625	44 250
Clients créditeurs		27 703	142
Dettes rattachées		154	180
Opérations sur titres et opérations diverses		15 094	34 040
Autres passifs	(4.7)	11 714	29 283
Comptes de régularisation	(4.8)	3 380	4 757
Provisions pour risques et charges	(4.5)	4 580	2 175
Dettes subordonnées		0	0
Capitaux propres		384 466	376 215
Capital	(4.9)	133 205	133 205
Réserves	(4.9)	243 010	249 667
Report à nouveau		0	0
Résultat de l'exercice	(4.9)	8 251	-6 657
Total du passif		638 673	650 122

Hors bilan	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de financement	16 251	10 564
Engagements en faveur d'établissements de crédit	0	0
Engagements en faveur de la clientèle	16 251	10 564
Engagements de garantie	81 723	36 264
Cautions, avals, autres garanties reçus d'établissements de crédit	0	0
Garanties reçues de la clientèle	81 723	36 264
Engagements sur instruments financiers à long terme	0	0
Opérations sur instruments de taux d'intérêt	0	0
Engagements douteux	0	0
Total hors bilan	97 974	46 828

II. — Compte de résultat

(En milliers d'euros.)	Références	Exercice 2024	Exercice 2023
+ Intérêts et produits assimilés		30 168	27 022
Sur opérations de trésorerie		2 557	1 691
Sur opérations de crédits de trésorerie		779	702
Sur opérations de crédits à l'équipement		447	339
Sur opérations d'affacturage		3 319	2 895
Sur comptes ordinaires débiteurs		400	304
Sur créances commerciales		22 666	21 091
- Intérêts et charges assimilées		7 200	8 097
Sur opérations de trésorerie		5 647	5 641
Sur cessions de créances de droit commun		1 553	2 297
Sur comptes ordinaires créditeurs		0	159
Sur dettes subordonnées		0	0
+ Produits sur opérations de crédit bail et assimilées (loyers et indemnités, plus-values de cession)	(6.1)	1 241	1 715
- Charges sur opérations de crédit bail et assimilées (amortissements et dépréciations, moins-values de cession)	(6.1)	1 049	1 302
+ Produits sur opérations de location simple (loyers et indemnités, plus-values de cession, coût du risque)	(6.1)	23 932	25 338
- Charges sur opérations de location simple (amortissements et dépréciations, moins-values de cession)	(6.1)	24 432	38 021
+ Produits sur parts dans les entreprises liées		0	0
+/- Gains ou pertes sur opérations de change		-95	20
+/- Autres produits et charges d'exploitation bancaire		3	0
Produit net bancaire		22 568	6 675
+/- Produits et charges générales d'exploitation	(6.3)	-6 358	-6 803
- Charges de personnel		-4 385	-5 844
Résultat brut d'exploitation		11 825	-5 972
+/- Coût du risque	(6.5)	-1 915	-717
Résultat d'exploitation		9 910	-6 689
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés		0	0
Résultat courant avant impôt		9 910	-6 689
+/- Résultat exceptionnel	(6.4)	-1	32
+/- Impôt sur les bénéfices	(6.7)	-1 658	0
Résultat net		8 251	-6 657

III. — Annexe

L'exercice social a une durée de douze mois couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre.

1. – Description des activités

IBM France Financement S.A.S (la « Société »), société dont le capital est détenu à 100 % par la société IBM Global Financing Investments III B.V., a pour mission principale le financement sous toutes ses formes, y compris l'affacturage, de solutions informatiques (matériels, logiciels et services) de produits IBM ou non IBM, commercialisés en direct ou par des partenaires commerciaux IBM.

Elle contribue aux résultats commerciaux et financiers d'IBM en France.

2. – Faits caractéristiques de l'exercice

Nous vous indiquons qu'en fin d'exercice 2024 la Société fournissait une solution de financement à environ 130 clients. Ces clients se répartissent sur l'ensemble des secteurs d'activité de l'économie française.

En 2024, la Société a financé 203,4 millions d'euros de volume d'équipements, de logiciels essentiellement, en diminution de 9 % par rapport à l'exercice 2023.

La baisse des volumes signés en 2024 se concentre sur les activités de location, de crédit-bail ainsi que celles des crédits de trésorerie compensées partiellement par l'augmentation année sur année des volumes signés dans les activités de crédit classique ainsi que sur les opérations de cessions Dailly.

La cession sous forme de créances Dailly des échéances futures des contrats de location IBM à la Société représente 180 millions d'euros de production au cours de l'exercice 2024, soit une hausse de 8 % par rapport à l'exercice 2023. Le portefeuille relatif à ces opérations concerne principalement les plus grands clients d'IBM France qui bénéficient de contrats 'multi offres' concentrant l'ensemble des offres d'IBM et souhaitant contracter avec une seule entité juridique du groupe.

Il n'y a plus de flux de loyers collectés par la Société, en tant qu'agent, et reversés à un partenaire financier au cours de l'exercice 2024. Ils s'élevaient à 0,8 million d'euros à la fin de l'exercice 2023. La diminution s'explique par l'érosion des contrats cédés qui sont arrivés en fin de location.

Le portefeuille de la Société étant majoritairement composé de grands comptes clients dont la notation s'est maintenue, la guerre en Ukraine n'a eu aucun impact au cours de l'exercice 2024 sur notre production, ni aucun impact sur les impayés ou le nombre de clients douteux.

La qualité du portefeuille est restée stable au cours de l'exercice 2024, celui-ci étant encore assez concentré sur des notations internes (GRMG « Global Risk Management Grades ») supérieures ou égales à 4. Toutes les expositions sont restées dans les limites fixées par la Société en termes de groupe et de GRMG.

L'activité d'affacturage concernait 6 partenaires d'IBM France à la fin de l'exercice 2024. Le montant des créances affacturées sur l'année s'élève à 301 millions d'euros, en augmentation de 1 % par rapport à l'exercice 2023 liée à l'augmentation des volumes IBM France en fin d'année avec ses partenaires.

Le produit net bancaire est de 22,6 millions d'euros, en augmentation de 15,9 millions d'euros, soit 238 % par rapport à l'exercice précédent. Cette forte augmentation est essentiellement due à la perte générée par une opération unique de renouvellement technologique sur un contrat de location qui est intervenue sur 2023 et qui ne s'est pas répétée sur 2024. A cela s'ajoute, en 2024, une augmentation des intérêts reçus sur les opérations de trésorerie et sur les créances commerciales ainsi qu'une diminution des intérêts payés sur les cessions de droit commun.

Le bénéfice net de l'exercice clos au 31 décembre 2024 s'élève à 8,3 millions d'euros. La perte nette était de 6,7 millions d'euros pour l'exercice clos au 31 décembre 2023.

Le rendement des actifs s'élève à +1,29 % pour l'exercice 2024 ; il était de -1,02 % pour l'exercice 2023.

Le capital social de la Société est inchangé et s'élève à 133 205 085 euros.

3. – Règles et méthodes comptables

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du règlement 2014-07 de l'ANC et aux principes comptables généralement admis en France et applicables aux sociétés de financement.

Les principes généraux comptables ont été appliqués en respectant la règle de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,
- intangibilité du bilan d'ouverture.

3.1. – Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu au cours de l'exercice.

3.2. – Principe de contagion

Les créances sont classifiées douteuses dans les trois cas suivants :

- si elles sont rattachées à un client classifié en 'Legal', c'est-à-dire lorsqu'une action judiciaire a été engagée. Dans ce cas, l'intégralité des créances relatives à ce client est déclassée en créances douteuses.
- ou si elles ont une antériorité de plus de 90 jours et sont relatives à un client noté GRMG 6 ou 7. GRMG signifie « Global Risk Management Grades » et correspond à une notation interne IBM sur la solvabilité du client. Dans ce cas, l'intégralité des créances relatives à ce client est déclassée en créances douteuses selon le principe de contagion.
- ou si elles ont une antériorité de plus de 90 jours et sont relatives à un client noté GRMG de 1 à 5. Dans ce cas, seule la partie de la créance faisant l'objet d'un arriéré de plus de 90 jours est déclassée en créances douteuses. Le principe de contagion n'est pas applicable car la situation du client est visiblement saine et peut être démontrée sur la base d'une revue exhaustive effectuée annuellement par le service des « Affaires spéciales ».

Ces principes s'appliquent tant à l'activité Customer Financing (CUF) qu'à l'activité Commercial Financing (COF).

Le principe de contagion retenu s'étend au niveau du groupe d'appartenance du client : en effet, un client, filiale d'un groupe, ne pouvant être mieux noté que sa société mère, le principe de contagion est appliqué. Dans le cas contraire, la mauvaise notation d'un client, filiale d'un groupe, est reflétée dans la notation de la mère via les chiffres consolidés. L'analyse du risque filiale par filiale assure une position prudente des notations dans la mesure où la note d'une filiale peut être dégradée par rapport à la note de sa société mère.

3.3. – Etalement des commissions

Les commissions reçues sur l'activité d'affacturage sont étalées de manière linéaire sur la durée du contrat en diminution des produits sur opérations d'affacturage et en contrepartie de l'encours de créance d'affacturage à l'actif du bilan.

En revanche, la Société n'applique pas ce règlement s'agissant des coûts de transactions sur les activités de crédit-bail, location simple et prêt, compte tenu de l'impact peu significatif de celles-ci.

Ces commissions sont en effet perçues pour des contrats d'une durée moyenne de 3 ans. Elles sont comptabilisées en charges générales d'exploitation et classées en compte de régularisation au bilan. Au titre de l'exercice 2024, le montant des commissions s'élève à 0,1 million d'euros, dont 0,1 million à étaler sur l'exercice 2024.

3.4. – Créances et dettes

Les créances clients sont enregistrées à la valeur nominale.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Il fait l'objet d'une dépréciation d'un montant approprié. Les encours douteux compromis sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux. Le classement d'un encours douteux en encours douteux compromis n'entraîne pas par « contagion » le classement dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Le passage en créance irrécouvrable s'effectue dès lors que la perte est définitive.

3.5. – Risque de crédit

La Société n'ayant pas de créances restructurées à des conditions hors marché, aucune décote n'a été comptabilisée à la clôture de l'exercice.

Une dépréciation de l'encours douteux sur opérations de prêts, sur les créances clients de l'activité crédit-bail, location simple et prêts et sur les créances d'affacturage est constatée en diminution des postes de l'actif du bilan. Elle couvre un certain pourcentage du montant H.T. de l'encours douteux en fonction des garanties obtenues. Par ailleurs, une provision à caractère statistique est constatée au passif du bilan afin de couvrir les encours de prêts et opérations assimilées présentant un risque de non-recouvrement non encore identifié. Cette provision est déterminée selon la cartographie du portefeuille.

Le coût du risque comprend les dotations et reprises sur dépréciation des créances sur la clientèle et sur les établissements de crédit, ainsi que les créances irrécouvrables y afférent, à l'exclusion des dotations et reprises sur dépréciation des créances, relatives aux contrats de crédit-bail et de location simple, ainsi que les créances irrécouvrables y afférent. Ces éléments sont comptabilisés respectivement dans les postes « Produits sur opérations de crédit-bail » et « Produits sur opérations de location ».

Conformément à la règle, les comptes sont ajustés le cas échéant en fonction des événements significatifs, postérieurs à la clôture de l'exercice, risquant de dégager des pertes ayant pris naissance au cours de l'exercice ou d'un exercice antérieur.

3.6. – Titres de participation

Ils figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Les dépréciations éventuelles des participations sont déterminées en fonction de la quote-part de capitaux propres que les titres représentent.

3.7. – Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, à usage interne, sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations corporelles relatives aux opérations de crédit-bail et locations simples sont évaluées à leur coût d'acquisition. Aucun frais financier n'est immobilisé.

3.8. – Amortissements des immobilisations corporelles

Les amortissements sont calculés selon les règles fiscales en vigueur, c'est à dire matériel par matériel sur une durée comprise entre 3 et 5 ans.

La méthode d'amortissement appliquée est l'amortissement dégressif et cet amortissement figure en totalité en minoration de l'actif.

L'avis du Comité d'Urgence du 4 octobre 2006 visant à interpréter les dispositions de l'avis 2004-25 du Conseil National de la Comptabilité relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs excluant les contrats de crédit-bail indique que les règles d'amortissement en vigueur au sein des sociétés de crédit-bail sont maintenues en l'état.

La Société, qui réalise des opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat et autres opérations pouvant être retraitées, en cas d'établissement de comptes consolidés, en location financement, a donc décidé de maintenir dans les comptes individuels les traitements en cours en matière d'amortissement.

3.9. – Dépréciation sur immobilisations corporelles

La Société a réactualisé la dépréciation d'actif au titre des moins-values latentes sur opérations de crédit-bail et locations simples. Cette dépréciation a été estimée en comparant, par type d'immobilisation, l'encours comptable à l'encours financier sur l'intégralité des immobilisations louées.

Par ailleurs, une dépréciation des immobilisations temporairement non louées est constituée pour ajuster la valeur nette comptable à la valeur de marché de la machine.

3.10. – Engagements hors bilan

La Société constate un engagement hors bilan sur la partie non encore utilisée d'un engagement de financement. Pour l'activité d'affacturage, la partie non utilisée des lignes notifiées fait l'objet d'un engagement hors bilan.

3.11. – Détermination du chiffre d'affaires

Les loyers et commissions afférents à un contrat sont répartis de manière linéaire sur la période de financement du contrat, qu'il s'agisse de contrats de location simple et crédit-bail ou de contrats d'affacturage.

3.12. – Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt sur les bénéfices correspond à l'impôt exigible.

3.13. – Implantation et activité dans les états ou territoires non coopératifs

La Société n'a pas d'implantation ni d'activité dans les états ou territoires non coopératifs.

4. – Notes sur le bilan**4.1. – Opérations de crédit-bail, de location simple et autres immobilisations corporelles**

(En milliers d'euros.)	Crédit-bail	Location simple	Autres immobilisations corporelles	Cumul 31/12/2024	Cumul 31/12/2023
Immobilisations au 31/12/2024	5 250	99 999	0	105 249	110 351
Immobilisations au 01/01/2024	7 868	102 483	0	110 351	159 742
Acquisitions de la période	263	3 694	0	3 957	23 031
Cessions de la période	-2 881	-6 178	0	-9 059	-72 422
Amortissements au 31/12/2024	4 041	55 603	0	59 644	42 909
Amortissements au 01/01/2024	5 860	37 049	0	42 909	64 819
Amortissements de la période	940	23 999	0	24 939	27 478
Amortissements sur cessions	-2 759	-5 445	0	-8 204	-49 388
Dépréciations au 31/12/2024	14	125	0	139	208
Dépréciations au 01/01/2024	30	178	0	208	473
Dotations de la période	0	0	0	0	24
Reprises de la période	-16	-53	0	-69	-289
Immobilisations nettes au 31/12/2024	1 195	44 271	0	45 466	67 234

Au cours de l'année 2024, les amortissements constatés ont été calculés en mode dégressif.

La dotation aux amortissements 2024 s'élève à 24,9 millions d'euros, dont 4,7 millions d'euros de dotation pratiquée en delà du minimum linéaire.

Au 31 décembre 2024, l'excédent des amortissements pratiqués par rapport au minimum linéaire s'élève à 18,5 millions d'euros.

Au 31 décembre 2024, la dépréciation des immobilisations pour couvrir la moins-value latente à la date de clôture s'élève à 0,1 million d'euros, soit une reprise nette de 0,1 million d'euros au cours de l'exercice.

4.2. – Autres actifs

Ce montant est composé de la TVA récupérable.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Autres actifs		
- TVA récupérable	20	752
- CVAE payée d'avance	0	77
- Impôt sociétés payé d'avance	0	691
- Autres créances	0	10 767
Total	20	12 287

4.3. – Comptes de régularisation actif

Ce poste correspond à la différence entre le revenu linéarisé du crédit-bail et de la location et le montant de la facturation.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Compte de régularisation actif		
- Produits à recevoir	524	423
Total	524	423

4.4. – Créances douteuses brutes

Les encours douteux peuvent être classifiés de la manière suivante :

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Créances douteuses sur opérations de prêts	65	731
Encours douteux compromis	65	65
Encours restructurés (hors conditions de marché)	0	0
Encours douteux	0	666
Créances douteuses sur l'affacturage	6	0
Encours douteux compromis	0	0
Encours restructurés (hors conditions de marché)	0	0
Encours douteux	6	0
Créances douteuses sur valeurs immobilisées	12	12
Encours douteux compromis	12	12
Encours restructurés (hors conditions de marché)	0	0
Encours douteux	0	0

La Société n'a pas de créance douteuse sur les établissements de crédit.

4.5. – Dépréciations et provisions pour risques et charges

(En milliers d'euros.)	Montant au 01/01/2024	Dotation de l'exercice	Utilisation de l'exercice	Reprise sans objet	Montant au 31/12/2024
Dépréciations pour créances douteuses	741	0	0	-666	75
Sur encours douteux sur opérations de prêts	731	0	0	-666	65
Sur encours douteux sur créances d'affacturage	0	0	0	0	0
Sur encours douteux sur valeurs immobilisées	10	0	0	0	10
Provisions pour risques et charges	2 175	3 101	-679	-17	4 580
Provision statistique sur opérations de prêts	792	2 598	0	0	3 390
Provision statistique sur l'affacturage	22	0	0	-17	5
Provision pour restructuring	560	291	-419	0	432
Provision pour retraites (1)	801	212	-260	0	753

(1) Cf. § 6.9

4.6. – Comptes ordinaires créditeurs

Ce montant correspond à l'emprunt Corporate pour risque de taux en euros pour 114,2 millions d'euros et au compte de « cash pooling » (y compris la convention signée avec la trésorerie IBM GF International Treasury Unlimited Company « ITSUC ») qui s'élève à 66,5 millions d'euros.

4.7. – Autres passifs

Ce montant correspond principalement aux dettes fournisseurs pour 9,7 millions et aux dettes fiscales et sociales pour 2,0 millions d'euros.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Autres passifs		
- Dettes fournisseurs	9 657	28 785
- Dettes fiscales et sociales	2 022	463
- Autres dettes	35	35
Total	11 714	29 283

4.8. – Comptes de régularisation passif

Ce poste correspond à la facturation émise par avance.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Compte de régularisation passif		
- Facturation d'avance	3 380	4 757
Total	3 380	4 757

4.9. – Capitaux propres

Le capital social s'élève à 133 205 085 euros, divisé en 12 220 650 actions d'un montant nominal de 10,90 euros chacune, entièrement libérées.

Il est détenu à 100 % par la société IBM Global Financing Investments III B.V.

L'évolution des capitaux propres sur le dernier exercice se décompose ainsi :

(En milliers d'euros.)	Capital	Réserve Légale	Autres Réserves et Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Provisions réglementées	Capitaux propres
Capitaux propres au 31/12/2023	133 205	13 321	236 346	-6 657	0	376 215
Distribution de dividendes	0	0	0	0	0	0
Variation des réserves et provisions	0	0	-6 657	6 657	0	0
Résultat de l'exercice	0	0	0	8 251	0	8 251
Capitaux propres au 31/12/2024	133 205	13 321	229 689	8 251	0	384 466

4.10. – Etat des créances et des dettes

Etat des créances et des dettes ventilées selon la durée résiduelle :

(En milliers d'euros.)	Total	<1 mois	>1 mois <3 mois	>3 mois <6 mois	>6 mois <1 an	>1 an <5 ans	> 5 ans
Créances	471 262	64 021	96 175	31 086	64 854	215 111	15
Sur les établissements de crédit	44 681	0	15 229	5 386	7 226	16 840	0
Sur créances commerciales	329 404	31 815	28 303	24 287	50 519	194 480	0
Sur opérations de crédit de trésorerie	14 013	1 696	4 275	669	4 977	2 381	15
Sur opérations de crédit à l'équipement	8 076	1 671	2 119	744	2 132	1 410	0
Sur l'affacturage	73 157	27 873	45 284	0	0	0	0
Sur comptes ordinaires débiteurs avec la clientèle	0	0	0	0	0	0	0
Sur valeurs immobilisées Clients	1 931	966	965	0	0	0	0
Dettes	184 051	184 051	0	0	0	0	0
Sur les établissements de crédit	3 307	3 307	0	0	0	0	0
Sur comptes ordinaires créditeurs	180 744	180 744	0	0	0	0	0
Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0	0

Toutes les créances et les dettes sont à terme, à l'exception des dettes sur comptes ordinaires débiteurs et créditeurs, qui sont des dettes à vue.

4.11. – Publications relatives aux actifs grevés

Selon l'article 5 de l'arrêté du 19 décembre 2014 concernant la publication d'informations relatives aux actifs grevés, les entreprises assujetties doivent publier ces informations au moins une fois par an. Selon les règles fixées par l'article 433 du règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 susvisé, la publication annuelle de ces informations doit être effectuée en même temps que celle des états financiers.

Actifs (En milliers d'euros.)	Valeur comptable des actifs grevés	Juste valeur des actifs grevés	Valeur comptable des actifs non grevés	Juste valeur des actifs non grevés
Actifs de l'établissement déclarant	29 630		609 043	
- Instrument de capitaux				
- Titres de créances				
- Autres actifs			47 943	

Garanties reçues (En milliers d'euros.)	Juste valeur de la garantie reçue grevée ou des titres de créance propres émis grevés	Juste valeur de la garantie reçue ou des titres de créance propres émis disponibles pour être grevés
Garanties reçues par l'institution concernée		
- Instrument de capitaux		0
- Titres de créances		0
- Autres garanties reçues		0
Titres de créance propres émis, autres que des obligations garanties propres ou des titres propres adossés à des actifs		

Actifs grevés /garanties reçues et passifs associés (En milliers d'euros.)	Passifs correspondants, passifs éventuels ou titres prêtés	Actifs, garanties reçues et titres de créance propres émis, autres que des obligations garanties et des titres adossés à des actifs grevés
Valeur comptable des passifs financiers sélectionnés	29 630	29 630

Le tableau ci-dessous est une description générale des autres actifs considérés comme non disponibles pour être grevés.

Informations sur l'importance des charges pesant sur les actifs	
Autres actifs	20
Comptes de régularisations	524
Crédit-bail et opérations assimilées	1 195
Location simple	44 271
Créances douteuses nettes sur valeurs immobilisées	2
Créances rattachées sur valeurs immobilisées	1 931
	47 943

5. – Notes sur le hors-bilan et opérations assimilées

5.1. – Engagements de financement, donnés en faveur des établissements de crédit

- Aucun engagement de financement donné au titre de contrats de crédit-bail, location simple et prêts sur le point de se dénouer.

5.2. – Engagements de financement, donnés en faveur de la clientèle

- 14,5 millions d'euros au titre de contrats d'affacturage pour la partie non encore utilisée par les clients (aucun client considéré comme douteux dans le cadre du principe de contagion).
- Aucun engagement de financement donné au titre de contrats de crédit-bail, location simple et prêts pour la partie non encore utilisée par les clients.
- 1,7 million d'euros au titre de contrats de crédit-bail, location simple et prêts sur le point de se dénouer.

5.3. – Engagements de garanties, reçus des établissements de crédit

- Aucun engagement de garantie au titre de cautions bancaires reçues sur l'ensemble de l'activité.

5.4. – Engagements de garanties, reçus de la clientèle

- 81,7 millions d'euros au titre de cautions reçues des sociétés mères sur l'ensemble de l'activité.

6. – Notes sur le compte de résultat

6.1. – Opérations de crédit-bail et location

Le détail du résultat sur l'activité de crédit-bail et location simple est le suivant :

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
+ Produits sur opérations de crédit bail et assimilées	1 241	1 715
Loyers	1 224	1 715
Indemnités	0	0
Reprise de dépréciation	17	0

Plus-values de cession	0	0
- Coût du risque	0	0
- Charges sur opérations de crédit bail et assimilées	1 049	1 302
Amortissements	940	1 173
Dépréciation	0	24
Moins-values de cession	109	105
+ Produits sur opérations de location simple	23 932	25 338
Loyers	23 486	19 521
Indemnités	394	5 528
Reprise de dépréciation	52	289
Plus-values de cession	0	0
- Coût du risque	0	0
- Charges sur opérations de location simple	24 432	38 021
Amortissements	23 998	26 305
Dépréciation	0	0
Moins-values de cession	434	11 716

6.2. – Commissions

Les commissions d'affacturage reçues entrant dans le champ d'application du règlement n° 2014-07 sont étalées de manière linéaire sur la durée de vie effective du contrat.

S'agissant des commissions « apporteurs d'affaires » sur les activités de crédit-bail, location simple et prêt, l'étalement n'a pas été effectué au titre de l'exercice 2024 compte tenu du faible impact de celui-ci (0,1 million d'euros).

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Commissions reçues		
- Commissions affacturage	3 319	2 895
Commissions versées		
- Commissions apporteurs d'affaires	135	133
Total	3 454	3 028

6.3. – Produits et charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023
Produits et Charges générales d'exploitation		
- Impôts et taxes	154	60
- Rémunérations d'intermédiaires	420	444
- Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles	0	0
- Services extérieurs	3 246	4 117
- Produits et charges divers d'exploitation	2 538	2 182
Total	6 358	6 803

6.4. – Résultat exceptionnel

La Société a constaté en 2024 des pertes et des profits exceptionnels non significatifs.

6.5. – Coût du risque

Le détail du coût du risque est le suivant :

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023	Variation
Dotation aux provisions pour dépréciation sur créances douteuses	0	-666	666
Reprise sur provisions pour dépréciation sur créances douteuses	666	0	666
Reprise pour utilisation - Passage en perte	0	11	-11
Passage en perte sur créances irrécouvrables	0	-11	11
Dotation en provision statistique	-2 598	-51	-2 547
Reprise de provision statistique	17	0	17
Sous-total	-1 915	-717	-1 198

Dotation en provision spécifique			0
Reprise de provision spécifique			0
Total coût du risque	-1 915	-717	-1 198

Le coût du risque relatif aux contrats de location simple et de crédit-bail reclassé dans le produit net bancaire est déduit sur chaque poste du coût du risque ci-dessus.

6.6. – Rémunérations des membres du Conseil de surveillance

L'associé unique de la Société a alloué par décision en date du 29 avril 2024 une somme de 15.000 euros aux membres du Conseil de surveillance au titre de leur rémunération en contrepartie de leur activité au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024. Le Conseil de surveillance a décidé d'allouer ce montant par parts égales aux membres du Conseil de surveillance, au prorata temporis de l'exercice effectif de leur mandat au titre de l'exercice clos.

6.7. – Composition de la dette future d'impôt

La dette future d'impôt à long terme peut se résumer comme suit :

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Composition de la dette future d'impôt		
Provision statistique	849	204
Provision spécifique	108	140
Dépréciations immobilisations corporelles	35	52
Dépréciations immobilisations financières	0	0
Dépréciations créances douteuses	19	56
Dépréciations autres actifs	0	0
Provision retraite	188	200
Contribution sociale de solidarité	18	15
Etalement commissions	190	129
Total	1 407	796

L'évolution de la dette future d'impôt est majoritairement due à l'augmentation de la provision statistique.

6.8. – Effectifs

Le nombre moyen de personnes employées par la Société à la fin de chaque trimestre se ventile de la façon suivante :

	2024	2023
Moyenne sur 1 an de l'effectif à la fin de chaque trimestre :		
Cadres	28	35
Maîtrises et assimilés	0	0
Employés	0	0
Total	28	35

6.9. – Engagements d'indemnités de fin de carrière

Conformément à la dernière mise à jour de la recommandation ANC 2013-02 du 7 novembre 2013, modifiée le 5 novembre 2021, la Société a décidé de continuer à appliquer la méthode consistant à étaler les engagements de retraite de manière linéaire sur l'ensemble de la période d'emploi des salariés.

Données chiffrées et hypothèses retenues :

Engagement :

Valeur des engagements actualisés au 31 décembre 2024 : 1,2 million d'euros.

Ces données sont issues du dernier rapport disponible de l'actuaire Willis Towers Watson, estimées au 31 décembre 2024 et basées sur les effectifs au 30 septembre 2024.

Conformément à la politique du groupe IBM Corporation, la Société a adopté le taux d'actualisation RateLink du groupe IBM en France, tel que déterminé par Willis Towers Watson.

En 2024, le taux d'actualisation s'élève à 3,3 % ; la durée est de 7,95 ans.

La provision retraite de 0,7 million d'euros se décompose en des engagements actualisés pour 1,2 million d'euros et des pertes actuarielles différées pour 0,5 million d'euros (cf. § 4.6 Dépréciations et provisions pour risques et charges).

6.10. – Honoraires des commissaires aux comptes

Au cours de l'exercice 2024, les charges relatives aux honoraires des commissaires aux comptes se sont élevées à 0,12 million d'euros, dont 0,06 million d'euros pour la société PricewaterhouseCoopers Audit et 0,06 million d'euros pour la société Deloitte, afférents à la certification des comptes.

7. – Rapprochement entre comptes sociaux et comptes financiers

Les caractéristiques juridiques des contrats de location proposés par la Société permettent de ventiler ces derniers en deux catégories :

- crédit-bail et opérations assimilées
- location simple

Conformément à l'approche prudentielle générale suivie dans le secteur bancaire en France, les principes de la comptabilité financière s'appliquent à la première catégorie.

7.1. – Réserve latente

Celle-ci est égale à la différence entre l'encours financier et l'encours comptable des immobilisations louées au titre d'opérations de crédit-bail et assimilées.

L'encours financier est égal au capital restant dû sur l'ensemble des contrats en cours, diminué de la provision pour risques et auquel il faut ajouter le montant d'intérêts courus non échus.

L'encours comptable correspond à la valeur nette comptable des immobilisations, c'est-à-dire au prix d'achat H.T. des matériels loués déduction faite des amortissements et provisions.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Encours financier	1 638	2 398
Encours comptable	1 195	1 978
Ecart positif entre créances rattachées et comptes de régularisation	46	67
Réserve latente brute	489	487
Impôt latent (1)	-122	-122
Réserve latente nette	367	365

(1) L'impôt sur la réserve latente est calculé au taux de 25 % en 2024.

7.2. – Capitaux propres financiers

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Capitaux propres sociaux (résultat inclus)	384 466	376 215
Réserve latente nette	367	365
Capitaux propres financiers	384 833	376 580

7.3. – Résultat financier

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024	Exercice 2023	Variation
Résultat social	8 251	-6 657	14 908
Evolution de la réserve latente nette	2	-224	226
Résultat financier	8 253	-6 881	15 134

8. – Evénements post-clôture

Aucun évènement significatif, susceptible de remettre en cause les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024, n'est intervenu entre le 1^{er} janvier 2025 et la date d'arrêt des comptes soumis à l'approbation de l'Associé unique le 22 avril 2025.

IV. — Affectation du résultat

L'associé unique approuve la proposition du Président, et après avoir constaté que la réserve légale est intégralement dotée, que le solde du compte report à nouveau est nul et que les comptes clos le 31 décembre 2024 font apparaître un bénéfice de 8.250.913,45 euros, décide de l'affecter de la manière suivante :

- Bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2024, soit : 8.250.913,45 euros
- En totalité au compte « Autres réserves », soit : 8.250.913,45 euros
dont le montant est ainsi porté de 229.671.416,16 euros à 237.922.329,61 euros.

L'associé unique prend acte, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, qu'aucun dividende n'a été versé au titre des trois derniers exercices.

V. — Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société IBM FRANCE FINANCEMENT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly sur Seine et Paris- La Défense, le 18 avril 2025
Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Nicolas JOLIVET

Deloitte & Associés
Stéphane PINTO

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social.